



# LE TRAVAILLEUR

## de Roubaix - Courcoing

**ABONNEMENTS**

NORD et Départements limitrophes	Trois mois	Six mois	Un an
AUTRES DÉPARTS	4 fr. 50	8 fr.	15 fr.
Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.	5 fr. 50	10 fr.	22 fr.

**RÉDACTION ET ADMINISTRATION**  
ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et Rue Desurmont, 12. TOURCOING  
Adresser les manuscrits au Rédacteur en chef, à ROUBAIX

**ANNONCES**

ON REÇOIT LES ANNONCES

A ROUBAIX, 93, Grande-Rue.  
A TOURCOING, 12, Rue Desurmont.  
A LILLE, 23, Rue de Fives.

### INFORMATIONS

(Par Service Spécial)

#### LES ÉLUS SOCIALISTES BELGES

Mons, 19 décembre.

Une réunion du comité de la Fédération boraine a eu lieu mardi soir à Mons. On s'y est surtout occupé du rôle à jouer dans les conseils communaux par les élus socialistes.

Il a d'abord été décidé que les conseils communaux socialistes tiendront leurs réunions sous la direction de la Fédération boraine, et ne formeront pas un organisme distinct.

Tous les élus socialistes seront convoqués pour dimanche prochain en Congrès, à Fieu, afin d'adopter une ligne de conduite à suivre dans tous les conseils communaux, et d'établir le programme des réformes à présenter au point de vue communal.

Dans la même assemblée, la Fédération boraine a résolu de tenir, le dimanche 29 courant, à Bois-de-Boussu, un Congrès pour discuter la question des salaires des houilleurs.

#### DANGEREUSE MÉPRISE

Paris, 19 décembre.

On n'a pas appris sans un vif étonnement, au ministère de la guerre, que certains corps de troupe venaient de constater la présence de cartouches Lebel dans des paquets de cartouches à fausses balles.

Une enquête sommaire a fait connaître que les mélanges dont il s'agit auraient pour cause les mutations fréquentes subies par les munitions.

Cette explication n'a pas satisfait le ministre de la guerre qui a prescrit des précautions minutieuses afin d'éviter le retour de pareilles irrégularités.

Il importe, surtout fait observer M. Caillaux, que ces précautions soient rigoureusement observées, dans la crainte de graves accidents, au moment de l'appel des recrues.

#### CONFLIT ANGLO-AMÉRICAIN

Londres, 19 décembre.

Le marquis de Salisbury a répondu au message du président Cleveland par deux dépêches. L'une est destinée à la réputation de la doctrine de Monroe, et son argument le plus fort est le fait incontestable que cette doctrine ne fait pas partie du droit des gens européens. En dehors de cette dépêche purement théorique, le marquis a écrit une dépêche assez longue pour justifier les prétentions de l'Angleterre. Il déclare à la fin que ce n'est pas la convoitise de l'or, *auri sacra fames*, qui le guide, car il est prêt à soumettre à un arbitrage les prétentions au sujet d'un territoire qui contient d'après ce qu'on dit, des trésors inouïs.

Mais il ne veut pas admettre l'arbitrage au sujet du territoire qui est considéré comme intangible, pour ne pas exposer des sujets britanniques au danger de devenir citoyens d'un Etat dont les institutions et la sûreté laissent à désirer. Cette dépêche du marquis de Salisbury est faible et peu probante. On se demande après la lecture de ce document pourquoi le gouvernement anglais ne veut pas risquer un arbitrage si ses droits lui semblent tellement clairs et intangibles, et pourquoi il ne veut pas laisser aux habitants du territoire contesté la faculté de décider, par le suffrage universel, s'ils doivent rester sujets de Sa Gracieuse Majesté ou devenir citoyens d'une république qui, après tout, est aussi peu Etat idéal que tout autre républicain.

#### UN STEAMER QUI SAUTE

Philadelphie, 19 décembre.

Le steamer allemand *Athena*, chargé de haute et fait explosion en vue du cap May à 13 heures et le capitaine ont péri; 14 survivants ont été recueillis et débarqués ici par un steamer anglais.

#### INEPTIES BOURGEOISES

Berlin, 19 décembre.

La *Post* du 17 décembre publie sous ce titre : « Les socialistes ne veulent pas la partie du Reichstag ? » un article dans lequel il le dénie au Parti socialiste le droit d'envoyer des représentants dans une assemblée législative, fonctionnant en vertu d'une constitution, et conformément à un ordre de choses que ce parti affecte la prétention de détruire. La première condition, dit la *Post*, en terminant, pour avoir le droit de prendre part aux délibérations du Reichstag, doit être logiquement respectée la loi fondamentale de l'empire allemand.

#### LES ITALIENS EN ABYSSINIE

Rome, 19 décembre.

Le *Diritto* annonce que les derrières se sont mis en mouvement vers Kassala.

D'autre part, nous apprenons que sept mille derrières se trouvent sur la rive gauche de l'Atbara pour traverser le fleuve et se diriger vers Kassala et que cinq mille autres s'avancent par la route de Gadaraf.

Le gouvernement italien aurait autorisé le général Baratieri à organiser un corps de cinq mille soldats indigènes pour se défendre contre les derrières.

Kassala est bien fortifiée, mais les derrières pourraient bien laisser un corps de dix mille hommes pour observer cette forteresse et marcher avec un corps de dix mille hommes environ contre les Italiens. Ce danger n'est pas à dédaigner; les Anglais ont fait l'expérience comment les derrières se battent.

Les autorités militaires les plus compétentes estiment que les 20 millions demandés pour l'Afrique seront loin d'être suffisants et qu'une centaine de millions suffirait à peine.

Dans les coulloirs de Montecitorio on

remarque une certaine agitation qui fait prévoir une lutte énergique. M. Cavallotti et di Rudini demanderont que le gouvernement fasse acte de patriotisme en séparant la demande de crédit de la question de confiance afin que l'opposition puisse donner l'argent sans s'engager envers le ministère; mais M. Crispi, qui compte sur sa majorité docile, exige l'argent et la confiance. L'extrême gauche repoussera les crédits, mais ils seront sans doute votés.

#### LA GUERRE AUX SOCIALISTES

Berlin, 19 décembre.

Le *Tageblatt* dit tenir de bonne source que la visite de l'empereur au prince de Bismarck marque le début d'une nouvelle ère politique. L'empereur aurait acquis le conseil du prince de Bismarck au sujet de la mesure impayable à prendre contre les socialistes, reconnaissant ainsi que la politique de conciliation inaugurée en 1890 ne pouvait plus être employée à l'égard des socialistes sincères et sans patrie.

Il est probable, dit le journal, que la politique de fer du prince de Bismarck sera bientôt appliquée de nouveau. Elle entraînera la réconciliation avec le comte Herbert de Bismarck.

Il est douteux, ajoute le *Tageblatt*, que tous les ministres actuels soient appelés à collaborer à cette œuvre de réaction.

Berlin, 19 décembre.

Le *Moniteur de l'Empire* publie un avis du procureur général près le tribunal royal de Berlin, portant que la chambre des mises en accusation a décidé, le 11 décembre, de maintenir la dissolution des comités socialistes, ordonnée le 29 novembre, par le président de police, jusqu'à ce qu'un jugement fut intervenu.

#### PATRONS ET OUVRIERS

Gand, 19 décembre.

Les capitalistes gantois ont trouvé le moyen de museler les ouvriers chrétiens.

On annonce en effet que le comité central des sociétés ant-socialistes vient de décider que dorénavant les ouvriers affiliés à la Ligue ne pourront se mettre en grève sans en avoir soumis le différend au comité. Ceux qui, malgré cette condition, abandonneront le travail, ne seront pas soutenus.

Dans ce comité central siègent les membres alliés et amis des grands patrons cléricaux.

Chaque fois que les ouvriers catholiques porteront un conflit devant ce comité, ils devront choisir entre la revendication de leurs droits et la famine.

(Voir en Dernière Heure.)

### BULLETIN DU JOUR

#### A L'EXTERIEUR

Ce n'est pas d'un conflit international qu'il s'agit, mais d'un conflit qui met aux prises de gré ou de force deux continents. Ce sont les Etats-Unis d'Amérique, d'une part, l'Angleterre, de l'autre, qui posent ainsi la question.

Latitude des autres nations est des plus curieuses à observer. Les organes européens ont poussés des cris de panique à la lecture de la déclaration du président Cleveland qui entend que les nations américaines restent en dehors de l'influence européenne, les Etats-Unis s'efforçant largement à les absorber au point de vue politique comme au point de vue du marché.

Le président Cleveland n'a cependant fait qu'appliquer la méthode d'expansion des nations européennes qui consiste à prétendre au nom d'un droit quelconque, que de langue ou d'autre chose, que le territoire leur appartient au détriment d'une autre nation, qui réclame un droit différent d'un autre droit.

Les nations européennes n'ont pas pris parti entre leur cœur et leurs intérêts; c'est-à-dire qu'elles voudraient bien lâcher la perdrix Allison (style patriotique); mais la lâcheté serait de fermer les yeux devant l'Amérique et chacun sait que les ouvriers français ne suffisent pas à consommer leurs produits pas plus que le continent européen ne suffit aux capitalistes en quête d'industries ou de panamas.

Aussi comptent-elles sur un arbitrage, qui permettrait aux Etats-Unis de faire reculer l'Angleterre sur la frontière du Venezuela comme à l'Angleterre de faire reculer les Etats-Unis sur l'application de la théorie de Monroe, c'est-à-dire jusqu'à leurs propres frontières. Mais les Etats-Unis se réclament du droit international américain et les nations européennes nous semblent mal venues de le contester au nom du droit international européen.

Nous ne voyons pas, en effet, en quoi l'un est supérieur à l'autre et en quoi l'un est applicable en Amérique quand le premier ne l'est pas en Europe.

Il serait amusant de voir tout d'un coup l'Angleterre et les autres nations européennes arguer de ce droit sous prétexte de leur supériorité sur une nation qui a su si bien secouer le joug anglais.

Les Etats-Unis ne manqueraient pas de les renvoyer les uns à Mendik, les autres à Samory. On sait le succès qu'elles ont remporté sur ces nations prétendues barbares, malgré les armées permanentes et l'administration militaire entachée de panamisme.

Ce serait profondément humiliant, et nous pensons que les nations européennes garderont en poche leur droit international. Il a déjà subi assez d'affronts; il est en assez mauvais état. Ce n'est pas la peine de lui faire donner le coup de grâce par une autre nation capitaliste.

Elles peuvent bien attendre pour cela la venue des Paris ouvriers.

Boul DRAMAS.

### LA TRÈVE RADICALE

#### Socialistes, à l'Œuvre!

Malgré bien des hésitations, le ministère continue sa marche. Il n'a pas toujours la zèle et ferme allure que lui voudraient ses amis les plus rapprochés, je veux dire les radicaux. Mais il a permis au parti républicain de se réveiller, de se ressaisir, et c'est là un service immense. Désormais, il est démontré que dans cette Chambre même, un gouvernement peut vivre sans la droite et même contre elle. Et si une intrigue ou une surprise ramenait au pouvoir des hommes de réaction violente, si M. Dupuy ou M. Waldeck-Rousseau arrivaient aux affaires, le pays républicain aurait l'impression très nette d'un nouveau-Seize-Mai. Tous les jours qui passent diminuent donc dans notre pays les chances de la réaction capitaliste et clérical.

L'Eglise le sent bien, et, comme il y a vingt ans, à la veille du Seize-Mai, c'est elle en ce moment qui mène le combat. J'ai appris, il y a quelques semaines, par des informations directes venues de Rome, que le Vatican, par l'intermédiaire du cardinal Richard menait contre le cabinet (et au besoin contre le président une sourde campagne d'intrigues.

Les faits sont décisifs. C'est l'abbé d'Hulst qui a mené la bataille quand, sous prétexte d'abolir la loi sur les menées anarchistes, on a essayé de culbuter le cabinet. L'abbé d'Hulst, à l'issue de la séance, ne cachait pas son irritation et sa déconvenue. Il en voulait surtout aux socialistes de n'être pas entrés dans son jeu.

Vous avez vu aussi avec quelle insistance maladroite M. de Kamel, à propos d'Arton, essayait d'engager la responsabilité de M. Bourgeois. Quel qu'il ait été son rôle il y a quatre ans, il n'est demeuré tout; c'est lui qui a arrêté Arton. Si M. de Kamel n'avait pas cherché, avant tout, querelle au cabinet, il aurait pu porter à M. Ribot des coups bien plus rudes.

Aussi, quand dans les réunions publiques les apôtres du prétendu socialisme chrétien, l'abbé Garnier ou l'abbé Naudet ou tout autre, viendront fêtrer les spéculateurs, les prévaricateurs, les politiciens véreux, le peuple aura le droit de leur dire: « Contre le gouvernement qui arrête Arton et qui veut exclure de la Chambre et du Sénat les administrateurs des sociétés financières, vous avez fait cause commune avec tous les suspects du Parlement. »

Maintenant que le budget est voté, la lutte va se préciser, et les intrigues vont s'exagérer. Que le ministère réponde à ses ennemis par des actes. Qu'il demande la mise à l'ordre du jour et la discussion immédiate des lois de salubrité ou de réforme qu'il a annoncées. Il en est trois qui suffiront amplement à l'activité de la Chambre et qui caractériseront nettement la politique nouvelle.

La première est la loi sur les incompatibilités. Il est scandaleux que les hommes immédiatement intéressés dans les chemins de fer ou la Banque de France soient appelés comme législateurs à régler la question de la Banque ou des chemins de fer. Qu'on n'oppose pas, comme on le fait souvent, que tous les députés ont quelque intérêt qui peut être touché par une proposition de loi, car ceux qui sont administrateurs des grandes sociétés financières avec lesquelles l'Etat contracte sont plus qu'intéressés; ils se confondent pour ainsi dire avec l'institution elle-même.

Il est une seconde question qui attend depuis longtemps une solution et où le ministère peut marquer clairement l'esprit laïque de sa politique. C'est la question du monopole des inhumations. Il est plus qu'étrange qu'il appartienne à l'Eglise dans un pays qui n'a pas de religion d'Etat. Il faut (et je crois que les ministres y songent) le transporter aux communes. Nous demanderons, nous, quand la discussion viendra, que le service des inhumations, ainsi constitué en monopole communal avec une subvention d'Etat, s'il est nécessaire, soit gratuit pour les indigents.

Enfin, le ministre des finances a annoncé le dépôt d'un projet de loi sur le revenu; il ne faut pas que M. Doumer tarde à le proposer. Les décisions que prendra la Chambre à ce sujet peuvent tourner dans le sens démocratique toute notre politique financière. Si l'impôt sur le revenu est hardiment appliqué, il peut permettre d'abord un large dégrèvement de la propriété rurale et ensuite une première constitution de retraites pour les vieux travailleurs industriels et agricoles.

Pour nous, socialistes, nous n'attendrons pas que le ministre des finances nous annonce comme nous l'avons dit bien des fois, qu'autant nous sommes prêts

à combattre avec une énergie indomptable, demain comme hier, tout gouvernement suspect de réaction, autant nous sommes disposés à collaborer loyalement à une œuvre de réforme, même modeste, entreprise par un gouvernement qui ne nous traitera pas systématiquement en ennemis.

Et en agissant ainsi, nous serons directement notre cause, car l'expérience démontrera à tous que les réformes les plus hardies peuvent être des palliatifs, mais que tant qu'elles ne touchent pas au fond même de la propriété capitaliste, elles laissent subsister la racine amère des innombrables souffrances et des innombrables injustices qui pullulent dans notre société. C'est donc à une politique socialiste qu'il faudra aboutir après l'évolution radicale dont nous souhaitons plus que personne l'heureux accomplissement.

En attendant, il ne faut rien négliger pour maintenir bien haut tout notre idéal. Et puisque, dans la période de détente ou nous sommes qui nous serait funeste si elle était une période d'inertie, nous avons avec la Verrière ouverte une grande œuvre à accomplir. Je prie instamment une fois de plus toutes les organisations ouvrières, tous les syndicats de se réunir. Que les bureaux de chaque syndicat, de chaque coopérative convoquent leur organisation; que les mesures à prendre pour soulever les billets émis et pour prendre des actions de la Verrière ouvrière soient inscrites à l'ordre du jour. Ah! mes amis, ne nous endormons pas. Je vous assure que, personnellement, si je n'avais pas touché à la limite de mes forces, je recommencerais la campagne. Mais il y a partout de bonnes volontés qui n'ont pas besoin de stimulant. Ne laissons pas dire, je vous prie en conjonction, que notre énergie tombe ou s'émeusse quand nous ne sommes pas au feu même de la bataille.

Elle recommencera bien assez et nous n'avons pas encore subi le dernier assaut; ne permettons pas à nos ennemis quand ils ressaisissent le pouvoir, de nous dire avec dérision et insolence: « Qu'avez-vous fait pendant la période de trêve qui vous a été accordée ? » Il faut que nous puissions leur répondre: Nous avons fait surgir du sol une usine ouvrière qui a sauvé la liberté menacée de nos amis et qui a affirmé la solidarité des travailleurs, leur force d'organisation. Nous avons dressé, en pleine société capitaliste, une institution d'un caractère socialiste éclatant, et nous nous préparons ainsi, peu à peu, mais sûrement, à transformer la société tout entière.

Honte à nous, si nous restons inactifs et indifférents!

Jean JAURÈS,

député de Carmaux.

### Triple Suicide

Un drame de la misère. — Les époux Schraunn. — Découverte du drame. — Une lettre.

Un nouveau drame de la misère vient de dérouler 87, rue de la Chapelle. A cette adresse habitait depuis quelques années un cocher, Adolphe Schraunn, âgé de 53 ans, avec sa femme et son jeune fils, Christophe, âgé de 10 ans.

Schraunn, qui avait reçu une certaine instruction, avait été obligé, pour faire vivre les siens, d'embrasser la profession de cocher, mais la misère n'en était pas moins venue, et depuis un mois les époux Schraunn avaient manifesté à maintes reprises le projet d'en finir avec leur triste existence.

C'est hier qu'ils mirent leur projet à exécution. Après avoir bouché toutes les issues et fermé les portes et les fenêtres, ils allumèrent le poêle dont ils avaient enlevé le tuyau.

Découverte du drame.

Inquiet de ne pas voir ses locataires, la concierge prêtait M. Labat, commissaire de police, qui fit enfoncer la porte du logement des époux Schraunn. Schraunn était étendu sur le parquet, ne donnant plus signe de vie, à côté de lui était placé son livret de mariage. Sur le lit gisaient Mme Schraunn et le jeune Christophe. Un docteur appelé aussitôt ne put constater que la mort des trois malheureux. Plusieurs lettres avaient été écrites par Schraunn; voici le texte de celle destinée au commissaire de police.

Une lettre.

« Nous, Schraunn, Emile-Adolphe et Léonie Cornu, femme Schraunn, déclarons nous donner la mort volontairement et faire partager notre sort à notre enfant; nous avons trop souffert pendant toute notre vie pour commettre la lâcheté de l'abandonner aux vicissitudes de la vie, dans une société telle que la nôtre.

« Depuis trente jours, nous avons bien réfléchi. Nous avions d'abord l'intention de l'envoyer auprès de parents éloignés.

» Mais nous avons craint que, par la suite, on lui fit prendre le chemin de l'assistance publique; en l'emmenant avec nous, nous lui épargnons bien des douleurs, et enfin il serait monstrueux de notre part qu'ayant le courage de nous soustraire aux ignominies de la société, j'y laissasse un fils qui n'aurait que la misère pour perspective.

Ce papier était signé des deux époux et daté du 16 décembre, 6 h. 45 soir.

M. Schraunn avait écrit plusieurs autres lettres tandis que l'oxyde de carbone faisait son œuvre, l'une d'elle n'était pas terminée, car le porte-pompe s'était échappé de ses doigts au moment où il avait perdu connaissance.

Sa femme avait contresigné toutes ses lettres.

Inutile de dire que ce terrible drame a jeté une profonde émotion dans tout le quartier, où les époux Schraunn étaient bien connus et estimés de tous.

### POLITIQUE CRISPINIENNE

Un rapprochement instructif.

Sous ce titre, nous lisons dans le *Secolo* les deux nouvelles suivantes:

Naples, 15 déc. — Aujourd'hui commencent l'embarquement du *Singapore* qui partira cette nuit pour Massacouah avec 3,000 hommes, officiers et soldats.

Il va venger l'honneur du drapeau. La Chambre votera les dépenses officielles de 7 millions, mais l'entreprise en coûtera plus de 30 à ajouter aux 300 autres, déjà gaspillés en Afrique.

Six autres vapeurs se préparent à partir pour la Mer Rouge avec le reste de l'expédition qui s'élève à 6,000 hommes.

Il faut que l'Italie soit bien riche, puisqu'elle peut se permettre un tel luxe de dépenses.

### PETITE CHRONIQUE

#### LA POULE AUX ŒUFS D'OR

On aurait bien tort de croire que la poule aux œufs d'or n'a jamais vécu que dans le poulailler de la légende. On peut la rencontrer d'aventure dans les basses-cours de la réalité.

Je n'en veux pour preuve que l'aventure de ce monsieur qui voyant dans un journal l'annonce d'une poudre miraculeuse destinée à provoquer une ponte plus abondante chez les poules, écrivit immédiatement à celui qui l'avait inventée, lui envoyant autant de timbres-poste qu'il en demandait, car le timbre-poste joue un rôle fort actif dans notre organisation sociale. En retour de ses timbres, le monsieur annonça naturellement une certaine quantité de la poudre merveilleuse. Non seulement, on lui en envoya rien, mais encore on ne lui fit pas l'honneur d'une réponse.

Mais l'éleveur ne se découragea pas pour si peu. Il envoya d'autres lettres et d'autres timbres, jusqu'au jour où n'en ayant plus qu'un il s'en servit pour affranchir la plainte qu'il adressait au commissaire de police. Celui-ci fit l'escroquerie et le timbre-poste fut enlevé.

« C'est lui qui a fait le commerce florissant! » dit-il. « C'est bien simple, partout et ailleurs. Il n'a pas de patrie bien définie, et il peut venir indistinctement de Pontoise, des Martigues ou même de Cucuron. C'est lui qui fait marcher le commerce des petites annonces. Non seulement, on le voit marcher fort bien, c'est que chaque jour le nombre des petites annonces augmente dans les journaux qui veulent leur faire une place. Et l'on veut tout ce qu'on veut par la voie des petites annonces: l'eau de Lourdes aussi bien que les œufs d'or de la poule. Pour réussir, il importe même de ne pas montrer trop d'imagination.

« Et qui sait? Peut-être ce commerce florissant! » dit-il. « C'est bien simple, partout et ailleurs. Il n'a pas de patrie bien définie, et il peut venir indistinctement de Pontoise, des Martigues ou même de Cucuron. C'est lui qui fait marcher le commerce des petites annonces. Non seulement, on le voit marcher fort bien, c'est que chaque jour le nombre des petites annonces augmente dans les journaux qui veulent leur faire une place. Et l'on veut tout ce qu'on veut par la voie des petites annonces: l'eau de Lourdes aussi bien que les œufs d'or de la poule. Pour réussir, il importe même de ne pas montrer trop d'imagination.

« Et qui sait? Peut-être ce commerce florissant! » dit-il. « C'est bien simple, partout et ailleurs. Il n'a pas de patrie bien définie, et il peut venir indistinctement de Pontoise, des Martigues ou même de Cucuron. C'est lui qui fait marcher le commerce des petites annonces. Non seulement, on le voit marcher fort bien, c'est que chaque jour le nombre des petites annonces augmente dans les journaux qui veulent leur faire une place. Et l'on veut tout ce qu'on veut par la voie des petites annonces: l'eau de Lourdes aussi bien que les œufs d'or de la poule. Pour réussir, il importe même de ne pas montrer trop d'imagination.

JEAN DES VIGNES.

### AVEUX ET PENSÉES

« Le maître d'école. — Dis-moi donc d'où la fortune de ton père lui est venue? »  
L'enfant. — Du grand-père.  
« Le maître d'école. — Et celui-ci? »  
L'enfant. — Du grand-père.  
« Le maître d'école. — Et ce dernier? »  
L'enfant. — Il l'a pris. »

GOETHE.

« La société est composée de deux grandes classes: ceux qui ont plus de diners que d'appétit et ceux qui ont plus d'appétit que de diners »

CHAMPFORT.

### LE PARLEMENT

#### CHAMBRE DES DÉPUTÉS

La séance du 19 décembre

Présidence de M. Etienne vice-président.  
La séance est ouverte à 3 heures.

#### Le service de deux frères

M. Pichon dépose une proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 juillet 1895 sur le recrutement de l'armée en ce qui concerne le service de deux frères.

La proposition est renvoyée à la commission de l'armée.

#### Démission de M. Nivert

M. le Président. — J'ai reçu une lettre par laquelle M. Nivert, député de la Vienne, donne sa démission. (Cris: Ah! Ah!)

#### Validation d'élection

La Chambre valide l'élection de M. Coche dans la première circonscription d'Abbeville (Somme).

#### La catastrophe de Bouzey

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi ayant pour objet:  
1° L'ouverture au ministère des travaux publics, sur l'exercice 1895, d'un crédit extraordinaire de 5,200,000 fr. pour la réparation des dommages résultant de la rupture de la digue du réservoir de Bouzey, canal de l'Est.  
2° L'annulation d'une somme de 1,600,000 fr. sur les crédits ouverts au ministère des travaux publics au titre du chapitre 62 (établissement et amélioration de canaux de navigation) du budget de l'exercice 1895.

#### INTERPELLATION DE BASLY

Les caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs.  
L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de Basly et Lamandin relative à:  
1° Au retard apporté par l'administration des travaux publics à statuer sur le règlement des caisses de secours des ouvriers mineurs.  
2° Aux mesures que le ministre des travaux publics compte prendre pour assurer aux administrateurs ouvriers de ces caisses l'exercice de leurs fonctions.

3° A l'application des articles 21 et 22 de la loi du 9 juin 1894 réglant le service des pensions acquises ou en cours d'acquisition dont les services incombent aux exploitants avant le 1er juillet 1895.

#### Discours de Basly

Basly. — Quand le Parlement a voté la loi du 9 juin 1894, il a cru faire œuvre de philanthropie à l'égard des travailleurs. Malheureusement, il n'en a rien été. Les administrateurs des caisses de secours ont été les uns renvoyés, les autres martyrisés.

En décidant que les administrateurs ouvriers seraient représentés par deux tiers contre un tiers des représentants des patrons, on a voulu assurer à l'ouvrier la libre administration des caisses de secours qu'il alimente lui-même. Mais les compagnies minières se sont mises à l'œuvre; elles ont congédié les candidats et ceux qui votaient pour les candidats de la chambre syndicale des mineurs.

Les directeurs généraux, les ingénieurs se sont fait inscrire à la caisse de secours pour un salaire de 2,400 fr.; de telle sorte que les compagnies désignent elles-mêmes un tiers des administrateurs pour faire partie de cette caisse et quelques ingénieurs ont en même temps le droit de se faire élire par les ouvriers. Il y a des compagnies même où les ouvriers ne sont pas représentés du tout.

L'orateur parle au milieu du bruit des conversations qui couvrent sa voix. Le président agit en vain sa sonnette.

M. de Baudry d'Asson proteste à plusieurs reprises contre le bruit; cette question m'intéresse beaucoup, dit-il, mais je n'entends pas.

Basly lui-même s'impatiente (et s'adressant au centre):  
Vous écoutez, s'écrie-t-il, quand on vous parle de voleurs, mais pas quand on vous parle d'ouvriers. (Très bien à l'extrême gauche.)

M. le vicomte d'Hugues.